

Zambie : panorama politique, défis et opportunités

—

Hajar El Alaoui

à propos de Policy Center for the New South

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques.

Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains.

Policy Center for the New South

Suncity Complex, Building C, Av. Addolb, Albortokal Street, Hay Riad, Rabat, Morocco.

Email : contact@policycenter.ma

Phone : +212 5 37 54 04 04 / Fax : +212 5 37 71 31 54

Website : www.policycenter.ma

©2021 Policy Center for the New South. All rights reserved
Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.



THINK • STIMULATE • BRIDGE

Zambie : panorama politique, défis et opportunités

Hajar El Alaoui

À propos de l'auteur, Hajar El Alaoui

Hajar El Alaoui est Assistante de Recherche en Géopolitique et Relations Internationales au Policy Center for the New South. Ses recherches portent principalement sur les pays de la région d'Afrique Australe, sur le soft power et la projection des puissances et sur les aspects de la sécurité et de la défense. Elle est titulaire d'un Master en Relations Internationales et Diplomatie de l'Université Lyon III Jean Moulin, d'un Master en Relations Internationales et Sécurité Internationale et Défense de la même université et d'un diplôme de Sciences Politiques parcours Sociologie Politique de l'Université Paris XIII Sorbonne- Paris Cité.

Résumé

Frappée de plein fouet par la crise sanitaire de la Covid-19, la République de Zambie, déjà fragilisée, fait face à de nombreux défis sur les plans politique, économique, social et climatique. Outre sa position géographique de pays enclavé, le croissant de l'Afrique australe se positionne comme l'une des premières victimes du réchauffement climatique sur le continent rendant vulnérable une partie de sa population souffrant d'insécurité alimentaire accrue. Par ailleurs, et à l'approche des élections présidentielles, prévues en 2021, des craintes d'une instabilité politique dans le pays se font jour, renforcées par les manifestations et nourries par la crise économique et financière que traverse la Zambie, accentuée par l'impact de la pandémie, et touchant l'ensemble des secteurs d'activité.

Zambie : panorama politique, défis et opportunités

Introduction

La pandémie de la Covid-19 a frappé de plein fouet ce pays d'Afrique australe. Outre les dégâts humains, l'ensemble des secteurs d'activité du pays ont été touchés par les différents impacts de la pandémie liés aux mesures restrictives mises en place pour contrer la propagation du virus. Les pouvoirs publics zambiens ont, en effet, mis en place un ensemble de mesures visant à éviter une propagation de la maladie, et ce dès l'apparition des premiers cas. Les mesures consistaient en un confinement partiel de la population visant à éviter au maximum les rassemblements dans les espaces publics à travers notamment la fermeture des écoles, la suspension des activités sportives, la réduction de l'utilisation des liquidités monétaires / promotion de moyens de paiement électroniques, la formation de 580 professionnels de la santé, la limitation des rassemblements religieux et autres ainsi que le renforcement des contrôles aux frontières, puis fermeture de ces dernières. Si les mesures restrictives de sécurité ont permis de prévenir un plus grand nombre de contaminations (qui semblent efficaces puisque le pays a enregistré à ce jour 91 119 cas et 1 238 décès¹), elles n'ont pas pris en compte l'impact économique et l'arrêt des activités sur les foyers, entreprises du secteur formel et informel.

La République de Zambie compte 17 millions d'habitants² : en 2015, 54,4%³ de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté⁴, donnée qui sera revue à la hausse et pour cause les mesures liées à la gestion de la pandémie⁵ et le réchauffement climatique qui est un des facteurs d'insécurité alimentaire pour plus de 2,3 millions⁶ de personnes. Par ailleurs, en 2020, 44,6%⁷ des Zambiens habitaient dans des zones urbaines, principalement à Lusaka qui, à elle seule, compte 2, 774 millions d'habitants (le taux d'urbanisation du pays étant de 4,23%⁸). Le taux de chômage est relativement bas et tourne autour de 11,41%⁹. Néanmoins, au vu du contexte actuel, ce taux est revu à la hausse d'autant plus que 88,7%¹⁰ de la population active zambienne occupent des emplois dans le secteur informel. Il va sans dire que les emplois du secteur informel en zones rurales est plus élevé, à savoir, 97% contre 77% dans les zones urbaines¹¹. Ainsi, la situation en Zambie est inquiétante et la crise économique liée à la Covid-19 engendrera sur le long terme, des formes d'instabilité sociale.

S'inscrivant dans un contexte géopolitique régional, la Zambie fait face à une série de défis, ralentissant, d'une part, un possible essor économique et provoquant, d'autre part, une instabilité politique. Ainsi, afin de mieux cerner la situation dans ce pays, nous établirons, dans un premier

1. Ministry of Health Zambia, Zambia Covid-19 Statistics – Daily status update, 17th April, 2021.

2. Central Intelligence Agency, The World Factbook, Zambia, Population.

3. World Bank, Poverty & Equity Brief Zambia Sub-Saharan Africa, April 2020.

4. Selon la Banque mondiale, le seuil de pauvreté est à 1,90\$ par jour.

5. D'après une étude du Programme des Nations unies pour le Développement, « Impact du covid-19 sur les objectifs de développement durable », 251 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2030, en raison du grave impact à long terme de la pandémie de coronavirus, portant le nombre total à plus d'un milliard.

6. ONU info, Zambie : le PAM et les États-Unis s'allient pour atteindre l'objectif « faim zéro », 6 janvier 2020.

7. Central Intelligence Agency, The World Factbook, Zambia, Urbanization. <https://www.cia.gov/the-world-factbook/countries/zambia/>

8. Ibid.

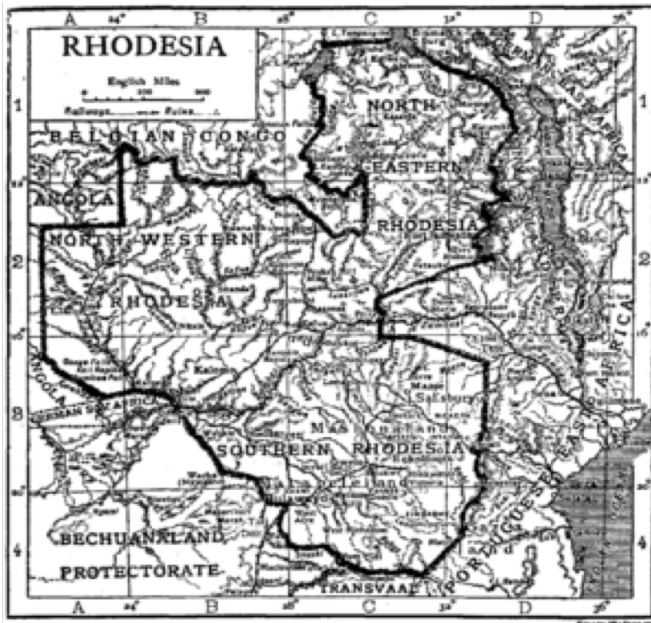
9. The World Bank Data, Zambian unemployment, 2020.

10. International Labour Organization, OECD, TC. Tassot, L. Pellerano, J. La, Informality and poverty in Zambia, Findings from the 2015 living conditions and monitoring survey, October 2018.

11. Ibid.

temps, un portrait politique de ce dernier. Nous verrons, ensuite, sa situation économique. Et, enfin, nous observerons l'impact du réchauffement climatique, moteur d'insécurité alimentaire pour des millions de Zambiens.

I. Portrait politique



Pour ce faire, il s'avère nécessaire de procéder, dans le cadre d'une approche constructiviste, à une rétrospective de l'histoire politique zambienne. Ainsi, vers la fin du 19^{ème} siècle, la Zambie était passée sous domination britannique. Ressortent alors deux personnages principaux : David Livingstone¹² qui, à travers ses grandes expéditions, a fait, dans ses récits, l'éloge des ressources dont disposait la Zambie, et Cecil Rhodes¹³, un des acteurs de l'intégration du Nord et du Sud du Zambèze dans la zone d'influence britannique à l'heure de la ruée vers l'Afrique. En effet, C. Rhodes, alors fondateur de la British South Africa Company (BSAC), s'était alors vu accorder, par le gouvernement britannique, une charte lui

conférant des pouvoirs d'administration lui permettant de revendiquer des territoires africains aux dépens d'autres puissances. Convoité par les puissances européennes, britanniques, portugaises, allemandes et néerlandaises, le croissant d'Afrique australe était alors au cœur des disputes. En effet, alors que la BSAC administrait jusqu'en 1924 la Rhodésie du Nord-Est et la Rhodésie du Nord-Ouest, cette dernière a décidé d'entreprendre la fusion des deux parties en 1911 formant ainsi la Rhodésie du Nord¹⁴ avec pour capitale la ville de Livingstone¹⁵. De 1924 jusqu'à son indépendance, le 24 octobre 1964, la Zambie était un protectorat britannique et a connu divers rebondissements politiques, puisqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. En 1948 est créé le premier parti politique africain de Rhodésie du Nord, alors un Etat ségrégationniste, suivi, deux années plus tard, par la création du Congrès National Africain de Rhodésie du Nord, dirigé par Harry Nkumbula¹⁶. En 1953, « la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland réunit trois pays plus étendus que la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas rassemblés ; ce sont : la Rhodésie du Sud (pratiquement autonome et relevant du Commonwealth Relation Office) et les protectorats de Rhodésie du Nord et du Nyassaland, administrés par le Colonial Office. Rarement une fédération se justifia-t-elle par autant de raisons économiques. Rarement aussi les oppositions politiques s'accumulèrent-elles au point de menacer comme une avalanche, selon les termes mêmes du rapport Monckton ».¹⁷

12. David Livingstone était un médecin, missionnaire protestant et explorateur britannique qui a traversé la Zambie au cours de trois grandes expéditions entre 1853 et 1873.

13. Cecil John Rhodes était un homme d'affaires et politicien britannique. Fondateur de la British South Africa Company (BSAC) et de la compagnie diamantaire De Beers, il a été premier ministre de la colonie du Cap en Afrique du Sud de 1890 à 1896.

14. La Rhodésie du Sud devint alors une colonie autonome.

15. Cette ville se situe près des Chutes Victoria.

16. Nkumbula a été élu président du Congrès africain de Rhodésie du Nord en 1951. Le parti sera renommé « Congrès national africain » (ANC). En 1953, Kenneth Kaunda devient secrétaire général de l'ANC.

17. « La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland constitue un marché commun de huit millions de consommateurs », par René Vermont (abonnés, décembre 1960) // <https://www.monde-diplomatique.fr/23984>

Comme pour beaucoup de pays de la région d'Afrique australe à majorité anglophone, des tensions raciales autour de l'accès au pouvoir existaient. En 1955, Roy Welensky¹⁸ devient premier ministre de la fédération. Trois ans plus tard, en 1958, le Parti National Uni pour l'Indépendance (UNIP) est créé à partir d'une dissidence de l'ANC (African National Congress). En 1962, l'ANC de H. Nkumbula remporte les élections et s'allie à l'UNIP de K. Kaunda. Ne pouvant supporter l'antagonisme racial et nationaliste, la fédération est dissoute en 1963 et la Zambie obtient son indépendance en 1964.

Influencé par la vague sud-africaine du « Black Consciousness Movement », Kenneth Kaunda, surnommé le Gandhi africain, en étant connu pour sa lutte pacifiste, a présidé le Parti uni pour l'Indépendance Nationale (UNIP) en 1959. Cette idéologie anti-raciale a intensifié le mouvement nationaliste zambien au cours des années 1960 et l'UNIP a vu le nombre de ses partisans augmenter faisant gagner à Kenneth Kaunda les élections. Le 24 octobre 1964, la Rhodésie du Nord devient la République de Zambie avec à sa tête Kenneth Kaunda et l'anglais¹⁹ comme langue officielle.

1. De l'Etat à parti unique à l'Etat multipartite

Depuis la déclaration de l'indépendance en 1964, sept présidents se sont succédé à la tête de la Zambie en 55 ans de système républicain. Kenneth Kaunda dominera la vie politique zambienne pendant 27 ans à la tête de l'UNIP. Néanmoins, la popularité du parti a connu une chute consécutive à des épisodes d'instabilité entre 1970 et 1990 (guérillas, sécheresses, chute des prix du cuivre) favorisant ainsi l'essor d'un parti d'opposition (Mouvement pour la Démocratie Multipartite –MMD), de Frederick Chiluba, créé en 1990. Jusqu'alors, la Zambie était un Etat à parti unique, comme la majorité des Etats africains. Néanmoins, la situation économique et les nombreux scandales ont poussé le président sortant à réformer la constitution faisant alors de la Zambie un Etat multipartite. Le parti de l'opposition venant contrer le monopole politique de K. Kaunda aspirait au développement économique et à la lutte contre la corruption. Ainsi, les élections de 1991 ont mis fin au régime du parti unique. De 1991 à 2011, le Mouvement pour la Démocratie multipartite restera au pouvoir avec à la tête trois leaders respectifs : Frederick Chiluba (1991-2001), Levy Mwanawasa (2002-2008) et Rupiah Banda (2008-2011). Plusieurs partis politiques ont alors vu le jour depuis 1991. Cependant, c'est un parti créé en 2001 par un ex-membre du MMD, Michael Sata, qui remportera les élections de 2011, le Front Patriotique. Sous la présidence de M. Sata, actuel président, Edgar Lungu fut nommé ministre des Affaires intérieures en 2011, puis ministre de la Justice et de la Défense en 2013. Il succèdera à M. Sata en 2015 et sera élu président en 2016. Afin de continuer à gouverner le pays, Edgar Lungu envisageait une réforme constitutionnelle.

2. Une réforme constitutionnelle contestée

Le développement constitutionnel au cours de cette période a été marqué par la création de la Fédération du Nyassaland et de la Rhodésie en 1953²⁰. C'est alors que le décret en conseil²¹ a été suivi en 1962 par une constitution qui a été entièrement rédigée par l'autorité coloniale britannique,

18. Député blanc de la Rhodésie du Nord.

19. Central Intelligence Agency, The World Factbook, Zambia, Languages. La Zambie compte 70 dialectes.

20. En effet, « le sous-secrétaire d'Etat aux colonies du parlement (le Earl de Munster) se lève pour proposer [...] le décret en conseil de 1953 sur la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland (Constitution), rapporté par la Commission des décrets spéciaux [...], soit fait dans les termes du projet déposé devant le Parlement »²¹. Régi par l'ébauche d'une constitution / décret, cette dernière précisait d'ores et déjà les prérogatives du gouvernement fédéral et territorial « Ce décret est divisé en deux parties, dont la première contient toutes les dispositions nécessaires à la mise en place d'un gouvernement fédéral, tandis que la seconde partie - c'est-à-dire celle qui est décrite dans le décret comme l'annexe - contient les dispositions de la Constitution qui entreront pleinement en vigueur après la période intérimaire. »

21. "Order in council"

son objectif était alors de permettre l'intégration des colons blancs et les Africains autochtones au sein du Conseil législatif , « lors de la première déclaration [...] à l'occasion de la première Conférence constitutionnelle, le Secrétaire aux Colonies de l'époque a dit [Cmd. 1295, p. 2 (i)] que nous pourrions : passer à des arrangements qui produiront dans la pratique quelque chose comme un nombre égal de membres européens et non-européens au Conseil législatif ou quelque chose de moins ou quelque chose allant un peu au-delà. En d'autres termes, il ne devait pas y avoir de majorité intégrée pour une race - et encore moins pour un parti. ». ²² La constitution devait également poser les fondements de l'indépendance de la Rhodésie du Nord en dehors de la fédération. Ce n'est qu'après la dissolution de la fédération en 1963 qu'une nouvelle constitution a vu le jour entièrement basée sur le modèle de Westminster²³ et conçue pour résoudre les conflits d'intérêts des Africains autochtones, de la communauté des colons et du gouvernement colonial. Entrée en vigueur par le décret sur l'indépendance de la Zambie de 1964, c'est une première constitution de l'indépendance du pays qui a établi un système multipartite dominé par l'UNIP de Kaunda.

3. Les réformes constitutionnelles depuis l'indépendance

Le référendum de 1968 et la constitution de 1973

Alors que Kenneth Kaunda était à la tête de la Zambie, une pression de la part de l'opposition a fait en sorte que ce dernier instaure l'Etat à parti unique afin d'éviter les rivalités ethniques, et ce en faisant la promotion de l'unité nationale. L'idée explicite alors que l'élimination du pluralisme politique conduirait à l'unité et favoriserait le développement socio-économique du pays. Ainsi, un référendum a été organisé en 1968 puis 1972 aboutissant à la création de la Commission de Révision de la Constitution (CRC) qui a été présidée par le vice-président Mainza Chona, fervent défenseur de l'unicité de l'Etat. Une nouvelle constitution a été adoptée en 1973, abolissant, d'une part, le pluralisme politique et instaurant, d'autre part, l'UNIP comme seul parti reconnu légalement renforçant ainsi le pouvoir présidentiel en Zambie.

L'amendement constitutionnel de 1991

Ne résistant pas à l'effondrement du bloc soviétique et à la fin de la Guerre froide au début des années 1990, une nouvelle Commission de Révision de la Constitution (CRC) dirigée par Mphanza Patrick Mvunga a été nommée par Kaunda pour rédiger une nouvelle constitution, qui restaurera le multipartisme au sein de l'Etat.

22. The Federation of Rhodesia and Nyasaland, HI Deb 27 March 1962 Vol 238 Cc851-959. <https://api.parliament.uk/historic-hansard/lords/1962/mar/27/the-federation-of-rhodesia-and-nyasaland>

23. Universalis, voir le « modèle de Westminster » , <https://www.universalis.fr/encyclopedie/royaume-uni-le-systeme-politique/1-le-modele-de-westminster/>

L'amendement constitutionnel de 1996

C'est au lendemain du décès du président zambien Kenneth Kaunda à la tête du pays pendant 27 ans que l'élection de Fredrick J.T. Chiluba a eu lieu. En tant que président, Chiluba tente la promulgation d'une constitution durable pour la Zambie. Une nouvelle commission, présidée par John Mwanakatwe, a été nommée en 1993 dans le but de rédiger une nouvelle constitution. Malheureusement, le processus n'a pas été approuvé par l'opinion publique, se traduisant ainsi par un amendement constitutionnel en 1996 et une nouvelle tentative de révision constitutionnelle en 2003.

La révision constitutionnelle de 2003

En accédant au pouvoir, en 2002, Levy Mwanawasa a lancé le quatrième processus d'examen de la constitution zambienne, dirigé par le CRC de Wila Mung'omba. Les observateurs ont souligné que les nombreuses tentatives de la Zambie de rédiger une constitution durable avaient échoué en grande partie à cause du manque de légitimité constitutionnelle de chaque processus (le gouvernement conservant dans chaque cas le pouvoir de rejeter ou d'accepter les recommandations de l'opinion publique. Il y a eu, par ailleurs, des désaccords importants sur le mode d'adoption (par une assemblée constituante ou par de commissions nommées par le gouvernement). Ainsi, en décembre 2005, la Commission Mung'omba a élaboré un projet de constitution et un rapport considéré comme progressiste, mais l'ensemble du processus a été suspendu.

Décembre 2006

Le président Mwanawasa entame le cinquième processus de révision constitutionnelle en présentant une feuille de route en 14 étapes pour une réforme constitutionnelle s'étalant sur 258 semaines.

Avril 2007

La société civile représentée par le forum OASIS présente une feuille de route alternative s'étalant sur 71 semaines et créant une impasse dans le processus gouvernemental.

Mai 2007

Les partis politiques engagent des consultations internes afin de trouver des moyens de sortir de l'impasse et d'établir une solution de compromis.

Juin 2007

Lors du Sommet des présidents, les parties prenantes ont décidé de parvenir à un compromis sur la feuille de route appelant à une Conférence Constitutionnelle Nationale (CCN)

Juillet 2007

Un projet de loi de la CCN est présenté aux intervenants pour que le ministre de la Justice leur communique son opinion.

Septembre 2007

Adoption du projet de loi portant création de la CCN.

Décembre 2007	Des membres du Parlement, des représentants de partis politiques, des conseillers locaux, des ONG, des organisations professionnelles, des chefs traditionnels, des personnalités spéciales, des membres du pouvoir judiciaire, des institutions de l'État et des administrations ont été assermentés en tant que membres de la Conférence constitutionnelle nationale.
Avril 2008	Les partis ont organisé conjointement des plateformes de consultation régionales pour débattre de questions de contenu.
Septembre 2009	Le président Rupiah Banda accorde au CCN un délai supplémentaire de quatre mois pour lui permettre de remplir son mandat. Des pressions ont été exercées par les partis politiques de l'opposition et les groupes de la société civile pour que la CRC (Commission de Révision de la Constitution) achève ses travaux afin que les élections générales de 2011 puissent se tenir sous la nouvelle constitution.
Octobre 2011	Le président Michael Sata souhaite la mise en place d'une nouvelle constitution en 90 jours déclarant que le gouvernement précédent a favorisé constitutionnellement les étrangers. Le peuple zambien refusa cette modification.
Août 2016	Edgar Lungu signa un amendement à la constitution zambienne. En effet, ce dernier était jusqu'alors ministre des Affaires intérieures en 2011 sous M. Sata, puis ministre de la Justice et de la Défense en 2013. Il succèdera à M. Sata en 2014 lorsque ce dernier était hospitalisé en Angleterre, il assurera de facto les fonctions de président pendant dix jours jusqu'au décès de M. Sata. Il restera à la tête du pays et deviendra président de la République de Zambie en 2016.

4. Edgar Lungu : le déjà-vu zambien

En Zambie, les réformes constitutionnelles sont monnaie courante. En effet, la constitution zambienne ne permet pas d'assurer trois mandats consécutifs. C'est, par ailleurs, ce que le président Edgar Lungu, occasionnellement suspecté de tendance autocratique, a espéré changer pour lui permettre de se porter candidat à un troisième mandat en 2021, ce qu'il avait déjà essayé en 2016 lorsque la Cour constitutionnelle avait déclaré qu'il avait occupé le poste de président par intérim et que, par conséquent, il ne pouvait pas prétendre briguer un troisième mandat (le nombre de mandats présidentiels étant limité à deux en Zambie).

Mais, cette loi contenue dans la nouvelle Constitution promulguée en août 2016 sous Edgar Lungu contient de nombreuses failles, notamment l'article 106.6.a²⁴ qui souligne qu'est considéré comme

24. Constitution of Zambia, No. 2 of 2016, Art. 106.6.a "To have served a full term as President if, at the date on which the President assumed office, at least three years remain before the date of the next general election; or..."

mandat présidentiel, un délai d'au moins trois ans à la tête du pays après l'entrée en fonction du nouveau président élu. En effet, le premier mandat d'Edgar Lungu n'a duré qu'un an et six mois avant les élections d'août 2016 lorsqu'il a été élu président. L'intéressé explique alors que selon la constitution il n'a pas effectué un mandat présidentiel et qu'il peut, s'il le souhaite, se porter candidat aux élections de 2021. La Cour constitutionnelle a tranché une première fois en 2018 et une seconde fois le 15 juin 2021 en rejetant la contestation de l'opposition et déclarant ainsi que le président Edgar Lungu pourra se présenter aux élections présidentielles prévues le 12 août prochain sans enfreindre la limite constitutionnelle de deux mandats.

5. L'administration locale

La Zambie est divisée en 10 provinces administrées par des fonctionnaires désignés par le gouvernement. Au sein de chaque province, il existe plusieurs districts régis par des secrétaires de districts. Au total, la Zambie comptait 117 districts administratifs en 2018²⁵ qui se trouvent à l'extérieur des municipalités et se regroupent au sein des conseils ruraux composés de membres élus au suffrage universel et d'une minorité de membres désignés principalement par des chefs nommés par le vice-ministre de l'Intérieur.

Lors du référendum de 1991, le gouvernement a approuvé la volonté d'accorder aux districts la liberté de gérer localement leurs affaires afin de favoriser une croissance économique et sociale ciblée par rapport aux besoins du district ou de la province. Cette politique de décentralisation nationale a pour objectif la promotion de la citoyenneté et le renforcement du nationalisme zambien.

6. Instabilité politique : le mouvement des « cartes jaunes »

La Zambie compte 17 millions d'habitants dont plus de la moitié vivent en dessous du seuil de pauvreté. Face à cette pauvreté croissante et à la quasi-inexistence des services de base de l'Etat, un mouvement protestataire a vu le jour à Lusaka le 20 juillet 2019, du nom des « Yellow Card »²⁶, qui s'apparente au mouvement des « gilets jaunes », rassemblant des centaines de personnes lançant une campagne de lutte contre la corruption et les scandales à répétition. Ce mouvement trouve son origine dans plusieurs scandales de corruption liés aux membres du gouvernement dont celui qui a eu le plus d'impact est celui de l'ex-ministre du Développement communautaire et des Services sociaux, Mme. Kabanshi Emerine. En effet, le soupçon pesant, le Royaume-Uni et la Suède ont gelé leurs aides bilatérales. Un autre scandale découlant de rumeurs locales selon lesquelles plusieurs ministres du gouvernement actuel, Edgar Lungu en tête, possédant une quarantaine de demeures à l'étranger, a été le moteur de ce mouvement de contestations. En effet, la stratégie de « diviser pour mieux régner » à travers la régionalisation du pays ne semble pas réussir, l'effet de l'autonomisation régionale a une conséquence et pas des moindres, un manque de transparence dans la gestion des budgets laissant place aux scandales à répétition liés à la corruption. Dirigé par deux personnalités de la lutte anti-corruption, Laura Miti et Chama Fumba alias Pilato, ce mouvement touche de plus en plus de personnalités, notamment des artistes, qui soutiennent officiellement le mouvement comme Maiko Zulu. Bien que ce mouvement ne semble pas être moteur de changement ou créateur d'instabilité politique, il peut jouer un rôle important lors des prochaines élections. La situation politique et économique de la Zambie reste des plus préoccupantes en Afrique australe. En effet, les conséquences de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19 accentuent

25. «Ministry signs contracts for construction of 180 housing units in 17 newly created Districts». Ministry Of Local Government. 2013. Retrieved 21 December 2013

26. Mouvement des cartes jaunes

la fragilité du pays. L'augmentation du taux de chômage, suite à des fermetures d'entreprises, le défaut de paiement de la dette extérieure ainsi que le changement climatique impactent directement le pays. Les préoccupations des Zambiens sont multiples et les prochaines élections présidentielles peuvent constituer un tournant décisif pour le pays.

7. Les influences étrangères en Zambie

Nombreux sont les pays qui ont montré un intérêt pour le croissant de l'Afrique australe. Nous nous intéresserons aux deux plus importantes influences : la Chine et la Russie, sans omettre de mettre en exergue les relations maroco-zambiennes qui connaissent un souffle nouveau.

Rabat et Lusaka impriment un nouveau souffle à leurs relations bilatérales

La Zambie est le premier pays d'Afrique australe et le 15ème Etat africain à avoir procédé à l'inauguration de sa représentation consulaire dans les provinces du Sud du Royaume. La Zambie fait partie des pays qui reconnaissent la marocanité du Sahara. Cette reconnaissance a été marquée, d'une part, par l'inauguration à Rabat des locaux de l'Ambassade de la République de Zambie et, d'autre part, par l'ouverture d'un Consulat à Laâyoune. Ainsi, lors de cette inauguration, Chalwe Lombe, Secrétaire général du ministère zambien des Affaires étrangères a déclaré que «la Zambie a réaffirmé sa position constante concernant le droit du Maroc à son intégrité territoriale et à sa souveraineté sur la région du Sahara. L'inauguration de ce Consulat général aujourd'hui suit cette logique»²⁷.

Les relations entre le Maroc et la Zambie remontent à 1972. Néanmoins, il n'existait jusqu'alors pas de relations de coopération significatives, étant donné que la Zambie reconnaissait alors la Pseudo-RASD. Après avoir retiré sa reconnaissance à cette entité en 2011, puis en 2016, « La Zambie confirme le retrait de sa reconnaissance de la « RASD » et notifiera cette décision à l'ONU, l'Union africaine et l'ensemble de ses ambassades dans le monde ». La Zambie concrétise sa démarche à travers cet « acte souverain de soutien et de solidarité »²⁸.

Par cet acte, les relations maroco-zambiennes connaîtront un nouveau souffle. Il convient de mentionner que les relations entre le Royaume du Maroc et la Zambie ont été consolidées au lendemain de la tournée africaine de 2017 de S.M Mohammed VI qui a œuvré au renforcement de ces relations à travers la signature de 19 accords et de partenariats économiques. Le Maroc a, par ailleurs, procédé à l'envoi d'aides et d'équipements médicaux à la Zambie en pleine crise de la Covid-19.

Une présence chinoise qui suscite des tensions

Décrite comme « dominante »²⁹, la présence chinoise en Zambie suscite des tensions. En pleine crise de la Covid-19, le pays a été témoin de l'assassinat de trois entrepreneurs chinois par leurs employés (une unité de textile dans la banlieue de Lusaka) qui ont expliqué leur geste par les conditions de travail très difficiles. Les conditions en question sont l'interdiction qui leur était faite de quitter le lieu de travail, pour cause de la Covid-19, et ce dans le but d'éviter la propagation de la maladie. Cette mesure a été perçue

27. Ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger, M. Chalwe Lombe : « l'ouverture d'un consulat général de la Zambie à Laâyoune concrétise l'appui à la marocanité du Sahara », 27/10/ 2020. <http://bit.do/fKZze>.

28. Ibid.

29. Sibiri Hagan, "The Emerging Phenomenon of Anti-Chinese Populism in Africa: Evidence from Zambia, Zimbabwe and Ghana", *Insight on Africa*, December 2020. <https://doi.org/10.1177/0975087820971443>

comme une atteinte aux libertés individuelles aux yeux des Zambiens. Ce drame ravive les souvenirs d'une série de manifestations s'étalant sur plusieurs années³⁰ à l'encontre de la présence chinoise considérée comme trop imposante. Le nombre exact de la population chinoise présente sur le territoire zambien est estimé à environ 80 000 ressortissants chinois, en 2019, contre 19 845, en 2014, selon le ministère zambien de l'Intérieur³¹. Cette évolution rapide s'est également accompagnée d'une série d'émeutes et de manifestations, en commençant par celles de 2005 et de 2006, liées à la rumeur selon laquelle la Chine aurait pris possession de territoires du pays avec l'accord du gouvernement zambien, engendrant une série d'agressions allant jusqu'au meurtre d'un directeur de mine chinois assassiné par des travailleurs en 2010. Pour contrebalancer le choc culturel, les pouvoirs publics zambiens ont recruté des agents de police chinois et encouragé des titres de la presse nationale à publier des articles rédigés en mandarin³². Ont été relevés, par ailleurs, des actes discriminatoires de la part des Chinois envers les Zambiens. C'est dans ce climat que le maire de Lusaka a procédé à la fermeture et la suspension de plusieurs commerces qui refusaient d'afficher leurs tarifs en Kwacha zambien. Un autre évènement était venu exacerber ces tensions : une centaine d'ouvriers zambiens auraient été « pris en otage » pendant huit semaines dans la cimenterie où ils travaillaient, également, dans le but de contribuer à la non-propagation de la Covid-19. Le maire de Lusaka a décrit ces agissements comme de 'l'esclavage' ravivant alors les tensions entre Zambiens et Chinois. Face à ces tensions, les autorités zambiennes et chinoises³³ sont parvenues à apaiser la situation. Néanmoins, les assassinats font craindre le pire aux ressortissants chinois établis en Zambie. Kalima Nkonde, journaliste du Lusaka Times, décrit la présence des Chinois comme « une colonisation subtile et informelle de l'économie » ambitionnant « l'accès aux matières premières, la recherche de marchés pour leurs produits, l'installation d'émigrants, ainsi qu'une stratégie à long terme pour établir un pouvoir et une influence géopolitiques ». La question se pose sur le devenir de la zone de coopération économique Chine-Zambie qui a, jusqu'alors, fortement attiré les investisseurs étrangers en Zambie.

La Russie

Afin de répondre à ses besoins énergétiques, le Russe Rosatom coopère avec la Zambie qui a déclaré vouloir commencer à utiliser l'énergie nucléaire afin de permettre un développement économique sain. Dans cet élan, le coordinateur national de l'organisation d'exécution du programme d'énergie nucléaire Reuben Katebe et Dmitry Chornikov, patron du centre régional « Rosatom - Réseau International » en Afrique centrale et Afrique du Sud, ont déclaré que ce processus se fera en deux phases :

Premièrement : la construction d'un centre pour les sciences et technologies nucléaires qui verra le jour dans quelques années. Cette structure disposera d'un « réacteur de recherche pour la production d'isotopes médicaux utilisés dans le diagnostic et le traitement des cancers et d'un irradiateur gamma pour la préservation des aliments et la stérilisation des produits médicaux. »³⁴ et sera réalisée avec l'Agence internationale de l'énergie atomique. Deuxièmement : la construction d'une centrale nucléaire qui aura une capacité de production suffisante et apte à l'approvisionnement et à l'exportation des pays de la région.

30. CNN, "Three Chinese nationals were murdered and burned in Zambia, in a week when racial tensions were running high", June 2020, <https://edition.cnn.com/2020/06/05/china/china-zambia-murder-intl-hnk/index.html>

31. Zambia Daily Mail News, Zambia has 13,000 Chinese, 21 March 2015.

32. AfricaNews, Zambia state-owned media publishes article in Chinese, October 2018.

33. France Info, « En Zambie, les meurtres d'entrepreneurs chinois ravivent les tensions avec Pékin », Afrique, 31/05/2021, https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/en-zambie-les-meurtres-d-entrepreneurs-chinois-ravivent-les-tensions-avec-pekina_3984977.html

34. Xinhua, « Le programme d'énergie nucléaire de la Zambie est en cours », http://french.xinhuanet.com/2019-04/20/c_137993764.htm

La Chine et la Russie semblent avoir les mêmes intérêts dans ce pays d'Afrique australe faisant l'ombre aux autres puissances étrangères présentes sur le continent, notamment les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Finlande, le Canada ou encore la France³⁵.

II. Approche économique de la Zambie

Ce pays d'Afrique australe a vu son économie considérablement se détériorer au fil des années, dégradation accélérée notamment par l'impact de la pandémie de la Covid-19. La chute de la demande et du prix du cuivre, une source majeure pour l'approvisionnement en devises (-15% depuis le début de l'année et jusqu'à -25% au plus fort de la crise), la dépréciation du Kwacha (qui s'est affaibli de 26 à 30% face au dollar et de 34% face à l'euro cette année) et la paralysie de l'économie ont substantiellement impacté les caisses de l'Etat. D'après les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), le PIB de la Zambie devrait connaître une contraction de 4,8 % en 2020. Néanmoins, plusieurs observateurs prévoient une chute de -8% à 10% du PIB sur le long terme. La Zambie subit non seulement les aléas de la crise sanitaire mondiale mais est également victime de sa situation géographique. Le pays enclavé subit, d'une part, la fermeture des frontières décidée par les pays limitrophes dans l'optique de lutter contre la propagation du virus et, d'autre part, les aléas du réchauffement climatique, à savoir la sécheresse engendrant la chute de la production agricole et des délestages à répétition.

Par ailleurs, afin d'éviter le blocage de l'économie zambienne le gouvernement a débloqué des fonds :

Main Indicators	2018	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (e)
GDP (billions USD)	27.01e	24.16	18.91	19.56	20.48
GDP (Constant Prices, Annual % Change)	4.0	1.4e	-4.8	0.6	1.1
GDP per Capita (USD)	1e	1e	1	1	1
General Government Gross Debt (in % of GDP)	77.2	91.9	120.0	119.6	116.5
Inflation Rate (%)	7.0	9.8	14.5	13.3	11.2
Current Account (billions USD)	-0.34	0.15	-0.20	0.01	-0.05
Current Account (in % of GDP)	-1.3	0.6	-1.0	0.0	-0.2

Source: IMF – World Economic Outlook Database, October 2020

- « 57 millions de ZK (environ 3,2 millions USD) pour la lutte contre les épidémies, sous l'égide du ministère de la Santé ;

35. Engie s'est engagé à fournir dix nouvelles mini-grids (centrales solaires conteneurisées) dans les zones rurales montrant sa volonté d'accompagner le gouvernement zambien dans sa démarche, à savoir permettre un accès généralisé à l'électricité.

- 659 millions de ZK (environ 36,6 millions USD) consacrés à la cellule de gestion et d'atténuation des catastrophes (plan d'urgence et de réponse à la Covid-19) approuvé par le conseil des ministres ;
- 500 millions de ZK (27,8 millions USD) pour réduire les arriérés de paiement de 1.500 pensionnés relevant de la Caisse de retraite de la fonction publique et de retraités relevant du ministère de la Justice ;
- 170 millions de ZK (environ 9,5 millions USD) en faveur des banques pour réduire les arriérés de tiers et les autres engagements liés aux employés ;
- 2,5 milliards de ZK (environ 140 millions USD) pour réduire les arriérés intérieurs des fournisseurs nationaux de biens et de services ;
- 140 millions de ZK (environ 7,8 millions USD) pour payer les entrepreneurs locaux du secteur routier ;
- la suppression des frais de virement électronique de personne à personne jusqu'à 150 ZK. Ces transactions sont désormais gratuites ;
- la mise à disposition d'un fonds de stimulation des entreprises de 10 milliards ZK (environ 555,5 millions USD) destiné à soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) impactées par la Covid-19. »³⁶ ;
- par ailleurs, le pays a bénéficié de dons étrangers, notamment, du matériel médical et des masques chirurgicaux.

Surendettement et défaut de paiement

La volonté d'industrialiser rapidement la Zambie en a fait un pays dont la dette publique est passée de 36% du PIB, en 2014, à près de 80%, à fin 2018, selon le FMI, puis 89%, fin 2019, selon la Banque mondiale, d'où son classement comme « à risque très élevé de surendettement » en 2019.

La Zambie est donc confrontée à une dette publique difficilement soutenable. En effet, l'encours de la dette publique extérieure zambienne envers la Chine représente 30% de la totalité et un quart de la dette publique zambienne est composé d'Eurobonds pour 3Mds de dollars. Le pays avait ainsi demandé aux créanciers du Club de Paris de le laisser suspendre les paiements du principal et des intérêts jusqu'à la fin de l'année 2020, ce qui a été accepté. Par ailleurs, ces derniers ont décidé d'accorder à la République de Zambie une extension de la durée de suspension du service de la dette du 1er janvier au 30 juin 2021. Ainsi, au vu de la situation de l'endettement, la Zambie est le premier pays africain à être en défaut de paiement à cause de la pandémie de la Covid-19³⁷. Le gouvernement zambien a déclaré une possible « suspension des paiements du service de la dette pour une période de six mois » de la part de créanciers privés détenant environ 3 milliards de dollars d'obligations internationales. D'autant plus qu'Edgar Lungu a soutenu lors du Sommet virtuel de l'Assemblée générale des Nations unies que la Zambie soutient également l'allégement, voire l'annulation, de la dette des Etats membres en développement en prônant le multilatéralisme et l'entraide. Alors que le pays connaît des difficultés financières, le président zambien a limogé le gouverneur de la banque centrale Denny Kalyalya en le remplaçant par Christopher Mvunga, ancien vice-ministre des Finances qui aura pour objectif premier de régler le problème de la chute du kwacha face au dollar. C'est dans ce cadre-là que la banque centrale zambienne ambitionne la consolidation de ses réserves en or afin

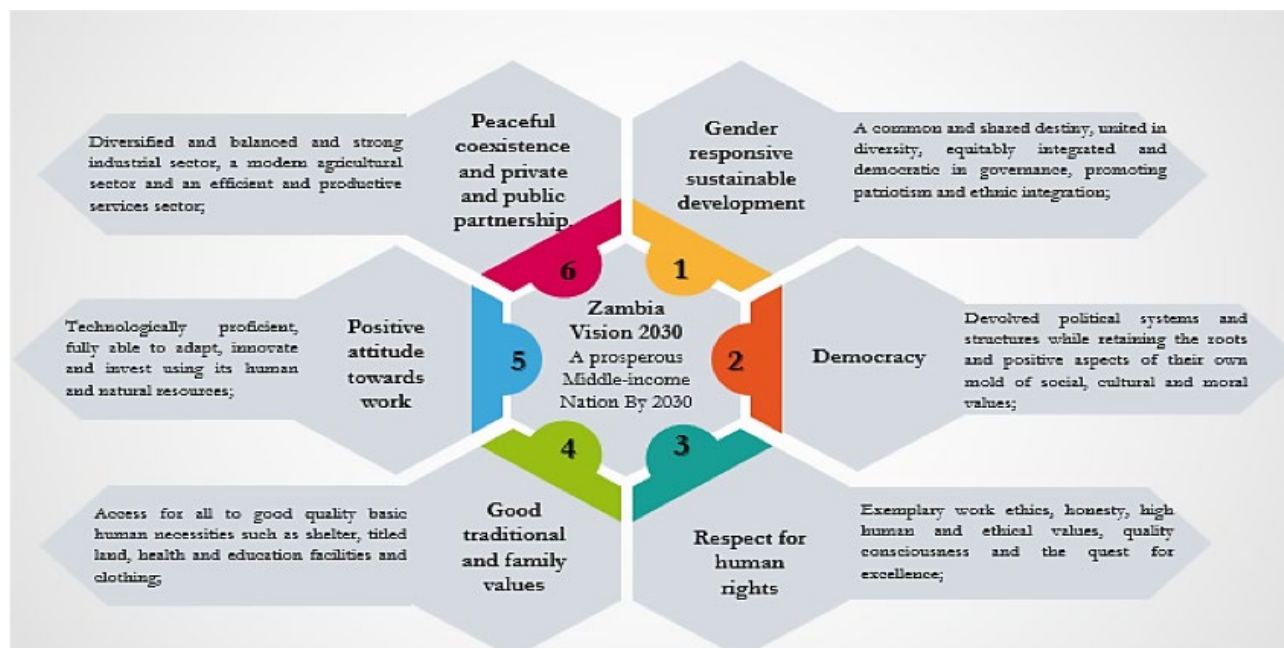
36. African Regional Organization of the International Trade Union Confederation, Faire face à la menace du COVID-19: l'approche zambienne ! 18/06/2020.

37. Reuters, "Zambia seeks debt restructuring under G20 common framework", Middle East and Africa, Feb 2021, <https://www.reuters.com/world/middle-east-africa/zambia-seeks-debt-restructuring-under-g20-common-framework-2021-02-05/>

de prévenir la dépréciation d'actifs, et ce en concluant un accord avec la compagnie nationale ZCCM-IH et canadienne, First Quantum Minerals.

« Smart Zambia » : Vers la digitalisation de l'économie zambienne

Malgré une situation économique fragile, le gouvernement zambien a mis en place plusieurs alternatives de relance économique. La première s'articule autour du projet de la « Smart Zambia ». En effet, d'après le nouveau rapport élaboré par la Banque mondiale³⁸ sur l'économie digitale, le diagnostic établi pour le cas zambien semble positif. C'est dans le cadre de la Vision 2030³⁹ de la Zambie que cette dernière ambitionne l'utilisation et la modernisation des outils numériques visant à faciliter l'accès aux services gouvernementaux via « Smart Zambia ». La Zambie veille à la mise en place des infrastructures nécessaires à la réalisation de ce projet. Initié par la Banque mondiale, en collaboration avec le Bureau du Cabinet de la Zambie⁴⁰, sept ministères concernés et des centaines de représentants des secteurs public et privé zambiens, le rapport évalue les forces et les faiblesses de la Zambie en ce qui concerne cinq piliers de la transformation numérique : l'infrastructure, les compétences, l'entrepreneuriat, les plateformes et les services financiers.



Après avoir diagnostiqué l'ensemble de ces piliers, le rapport a démontré une rapide expansion de l'accès au réseau mobile de la Zambie, d'autant plus que le croissant de l'Afrique australe a enregistré des progrès considérables dans la numérisation des services gouvernementaux. Le rapport ne manque cependant pas de mentionner la nécessité de renforcer les mesures de cyber-sécurité. La Zambie fait partie des 17 premiers Etats africains à mettre en œuvre la digitalisation de son économie, projet dans lequel la Banque mondiale est engagée à hauteur de 25 milliards de dollars à l'échelle continentale. La crise de la Covid-19 est alors source d'opportunités et accélérateur de la transformation et du développement du secteur numérique en Afrique. En effet, comme l'a déclaré Dr. Matine Mtonga⁴¹ « la

38. World Bank, Accelerating Digital Transformation in Zambia, Digital economy diagnostic report: <http://bit.do/fGBEu>

39. Republic of Zambia, Vision 2030, « A prosperous middle-income nation », December 2006, <http://bit.do/fGBxn>

40. Cabinet Office of Zambia

41. Le Dr. Mtonga est secrétaire-adjoint du Cabinet et coordonnateur national de la division de l'administration en ligne de la République de Zambie au bureau du président (Smart Zambia Institute). L'Institut Smart Zambia a été mandaté pour coordonner, harmoniser et mettre en œuvre les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'ensemble de la fonction publique en Zambie.

numérisation peut nous aider à obtenir des ressources pour les personnes vulnérables de manière rapide et transparente». Et celui-ci de poursuivre : « Cela peut également nous aider à réduire le coût de nos activités grâce à des systèmes optimisés numériquement qui réduisent le temps passé pour transporter des marchandises à travers les frontières et rendre la conformité facile et transparente ».

La Zone de libre-échange continentale et la présence chinoise en Zambie

La deuxième alternative qui pourrait permettre à la Zambie de connaître un essor économique est sa relation avec son partenaire premier, la Chine, qui se veut au service du développement économique zambien. La Chine soutient toujours la Zambie et a félicité les Etats membres de l'Union africaine pour leurs initiatives concernant la création de la Zone de Libre-échange continentale africaine (la ZLECAf).

A cet effet, la Chine a annulé 22 millions de dollars de la dette de l'Etat zambien et lui a accordé un don de \$30 millions⁴². La stratégie chinoise d'annulation d'une partie de la dette zambienne répond aux accusations des Etats-Unis qui considèrent que la Chine saisit les biens de l'Etat en contrepartie quand ce dernier éprouve des difficultés à rembourser sa dette, comme c'est le cas de l'aéroport de Lusaka, de la Zambian National Broadcasting Corporation dont la Chine possède à 60% ou, encore, la ZESCO. A travers le financement de projets étatiques locaux, la Chine envisage l'accélération de l'industrialisation du pays en créant de nouveaux projets et de nouveaux programmes contribuant ainsi au développement du pays et à la création d'emplois.

La présence chinoise est notable sur l'ensemble du continent. Au cours de ces dernières années, la Chine a su opérer un ancrage à travers ses différents programmes dans le cadre de la Belt and Road Initiative. C'est à ce titre que Pékin a lancé le projet de construction d'une centrale hydroélectrique sur le fleuve Zambèze (entre la Zambie et le Zimbabwe) d'un montant global de 4 milliards de dollars dont la construction devrait débuter en 2022. C'est dans ce même cadre que la Chine lance les projets liés aux infrastructures, comme notamment la Tazara (Tanzania Zambia Railways Authority), qui ambitionne de satisfaire les besoins des clients en fournissant un service de transport efficace tout en accroissant l'efficacité opérationnelle, réduire le coût du fret et augmenter le tonnage transporté, et ce en envoyant un plus grand nombre de locomotives quotidiennement en passant de 12 à 16 locomotives d'un montant global de 22,4 millions de dollars. C'est dans cette même approche que Tazara réalisera une extension de la ligne ferroviaire rattachant le port de Dar Es Salam à Kapiri-Mposhi (région centrale zambienne). L'ensemble de ces projets participe, en partie, de la volonté de la ZLECAf de développer des échanges commerciaux intra-africains.

Par conséquent, la problématique à venir sera celle de la régulation des échanges pour les projets établis par les Chinois sur l'ensemble du continent, et plus stratégiquement sur la Zone de Libre-échange de Djibouti. Dans cet élan de construction d'infrastructures et de la présence d'investisseurs étrangers, un duo russo-britannique procédera à la construction de la première phase du Northwest Rail de 166km. La Northwest Rail a été confiée à Uroven (britannique) et Smart Operations (russe). Cette ligne ferroviaire ambitionne le déplacement de 30% du fret routier vers les rails en liant la province de Copperbelt aux frontières de l'Angola et de la République démocratique du Congo.

42. Zambie, « la Chine accorde un don de 30 millions \$ et annule 22 millions \$ de dettes publiques, Agence Ecofin : <http://bit.do/eZRbU>

III. Réchauffement climatique et insécurité alimentaire

1. Sécheresses, inondations et insécurité alimentaire

2,3 millions de personnes sur 17 millions d'habitants sont confrontées à une insécurité alimentaire qualifiée de « grave »⁴³, d'après la Croix-Rouge. C'est au lendemain d'un épisode de sécheresses et d'inondations que les dégâts sur les récoltes ont été observés.

Outre son industrie minière qui subit l'évolution des cours internationaux, la Zambie est également dépendante de son agriculture qui est impactée par les changements climatiques. En effet, de par l'abondance des terres, l'agriculture génère environ 20% du PIB zambien. Malgré cela, l'agriculture n'est pas aussi développée que ce qu'elle devrait être. La Zambie produit majoritairement du maïs qui est cultivé par 80% des ménages agricoles dans le sud, tandis qu'au nord, le manioc est le principal aliment récolté. D'après une enquête menée en 2010 par le Fonds international de Développement agricole, la proportion de Zambiens considérés comme « extrêmement pauvres » ou « moyennement pauvres » était issue à 78% de milieu rural contre seulement 28% du milieu urbain. Une croissance agricole plus développée est essentielle pour réduire la pauvreté dans le monde rural.

2. La sécheresse dans le Sud-Ouest

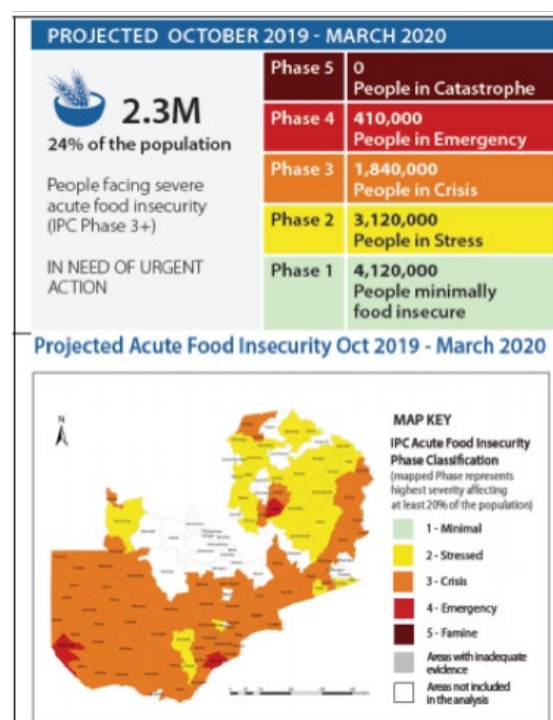
La sécheresse qui a touché le Sud-Ouest de la Zambie en 2019 est la pire enregistrée depuis 1981. Elle a été dévastatrice pour les récoltes et a réduit l'efficacité des barrages hydroélectriques qui fournissent 80% de la population en électricité.

Le Zimbabwe a également été touché par ces changements climatiques puisqu'il partage une partie de la production avec la Zambie, ainsi «le mélange successif de sécheresses et d'inondations a été catastrophique pour de nombreuses communautés», a déclaré le chef de la Croix-Rouge zambienne, Kaitano Chungu.

3. Inondations dans le Nord-Est

Si la sécheresse dans le Sud-Ouest est dévastatrice, les inondations dans le Nord-Est ne le sont pas moins. Les crues et inondations ont submergé le nord-est de la Zambie détruisant des infrastructures. L'impact de ces inondations s'apparente à celui de la sécheresse :

- les récoltes étant submergées par les eaux, les populations dans les zones rurales, se nourrissant des seuls fruits et racines sauvages qui ne contiennent pas les ressources énergétiques nécessaires, sont exposées au risque de malnutrition / sous-nutrition ;
- manque d'eau potable : « Dans la plupart des zones touchées, il n'y a pas assez d'eau potable,



43. The International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies, "Zambia: 2.3 million people face severe food insecurity", <https://media.ifrc.org/ifrc/press-release/zambia-2-3-million-people-face-severe-food-insecurity/>

ce qui signifie que les humains et les animaux, qu'il s'agisse du bétail ou de la faune, doivent utiliser les mêmes points d'eau », alerte la Croix-Rouge ;

- la faune est également touchée : au moins 55 éléphants ont péri au Zimbabwe et 330 au Botswana en 2020 et pour cause, le manque d'eau potable non infecté à la Cyanotoxine.

4. Impacts des changements climatiques

D'après le ministère zambien des Finances, ces intempéries seront à l'origine d'un manque d'environ 355 000 tonnes de maïs et d'un besoin de 100 millions de dollars d'aide, principalement alimentaire, pour compenser la perte selon l'administration en charge de la gestion des catastrophes naturelles. D'après la Croix-Rouge, la Zambie aurait besoin de 3562129.68\$ pour subvenir aux besoins des 2,3 millions de personnes touchées. C'est l'une des pires sécheresses et inondations que connaît l'Afrique australe, d'autant plus que les Nations unies prévoient de nouvelles intempéries, « les dernières prévisions décennales, couvrant la période de cinq ans allant de 2020 à 2024, montrent un réchauffement continu et une diminution pluviométrique, en particulier [...] en Afrique australe,»⁴⁴.

EMERGENCY APPEAL

APPEAL CODE - ZAMBIA- DROUGHT

Funding requirements – summary

Area of Intervention	Needs in CHF
LIVELIHOODS AND BASIC NEEDS	2,585,000
HEALTH	329,000
WATER, SANITATION AND HYGIENE	121,000
PROTECTION, GENDER AND INCLUSION	20,000
STRENGTHEN NATIONAL SOCIETIES	331,000
ENSURE A STRONG IFRC	138,000
TOTAL FUNDING REQUIREMENTS	3,524,000

Elhadj As Sy
Secretary General

5. Influence et soft power du Saint Siège en Zambie

Il convient de rappeler que le Saint-Siège joue un rôle de médiateur et de collecteur de fonds. A majorité chrétienne, soit 95,5% de la population,⁴⁵, la Zambie se voit accorder une couverture médiatique de la part du Vatican visant à sensibiliser la communauté internationale sur la situation préoccupante dans ce pays.

D'après les chiffres fournis par la conférence épiscopale, le nombre de personnes frappées par la faim en Zambie est passé de 1,9 million à 2,3 millions entre mars et décembre⁴⁶ 2019. Pour venir

44. UN News, Le réchauffement climatique fait peser des menaces croissantes sur l'Afrique, selon l'ONU, 2020.

45. Encyclopædia Britannica, Inc, Zambia: Religious affiliation, <https://www.britannica.com/place/Zambia/Religion>

46. Vatican News : <http://bit.do/fjtHz>

en aide à un plus grand nombre de personnes, l’Eglise, grâce à la Caritas Internationalis, et en collaboration avec le Catholic Relief Services de la conférence épiscopale américaine, la CAFOD des évêques britanniques et le Norwegian Church Aid, a procédé à une mobilisation de masse pour venir en aide à la Zambie.

Le Vatican parvient à sensibiliser la communauté internationale sur les crises que traversent les pays d’Afrique australe et contribue à l’amélioration de la situation dans certaines régions. En effet, l’Eglise est parvenue à mettre en place une stratégie d’influence qui peut prendre des formes de soft power. Fidèle à sa stratégie, le Vatican intervient également pour contrer la propagation de la Covid-19 et permettre une meilleure prise en charge des cas graves en organisant des envois de respirateurs artificiels à des pays comme le Malawi et la Zambie. Le Saint-Siège a également fait parvenir, lors de la conférence épiscopale zambienne, 3 ventilateurs et du matériel médical dont des masques, destinés au Cardinal Adam Memorial Hospital de Lusaka, au Chilonga Mission Hospital dans la province de Muchinga et au St. Dominic’s Mission Hospital dans la province de Copperbelt.

Conclusion

C’est dans un contexte d’incertitude mondiale que les défis de la République de Zambie prennent forme et pour cause, la crise liée à la pandémie de la Covid-19 qui avait fait son apparition dans un pays déjà fragilisé. En effet, ce pays est fortement touché par des problèmes socio-économiques dont :

- la pauvreté : 60 % de la population vivent sous le seuil de pauvreté et 42 % sont considérés comme extrêmement pauvres. Les niveaux de pauvreté les plus élevés sont enregistrés au sein des ménages dirigés par des femmes, avec des niveaux de pauvreté extrême de plus de 60 % dans les zones rurales⁴⁷ ;
- la malnutrition : au niveau national, 40% des enfants de moins de 5 ans souffrent d’un retard de croissance. L’analyse par groupes d’âge montre que le retard de croissance est le plus élevé (54 %) chez les enfants de 18 à 23 mois et le plus faible (14 %) chez les enfants de moins de 6 ans⁴⁸ ;
- les inégalités croissantes : près de 45% des richesses sont concentrés par les 10% les plus riches⁴⁹.

Eu égard de ce qui précède, à l’approche des élections présidentielles prévues le 12 août 2021, des épisodes de violence et d’instabilité sont à craindre. Sur le plan économique, la Zambie a mis en place un plan de relance et débloqué des fonds conséquents visant à réduire l’impact de la Covid-19 sur l’activité économique. Néanmoins, sur le plan des changements climatiques, facteur d’insécurité alimentaire pour des millions de Zambiens, le pays à vocation agricole ne semble pas être préoccupé outre mesure.

47. OXFAM, Zambia, <https://www.oxfam.org.au/country/zambia/>

48. USAID, Zambia : Nutrition profile, <https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1864/Zambia-Nutrition-Profile-Mar2018-508.pdf>

49. Ministère de l’Economie, des Finances et de la Relance, Direction générale du Trésor, Zambie, fiche pays Juin 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZM/situation-economique-et-financiere-de-la-zambie-avril-2018>

Recommandations :

Sur le plan politique :

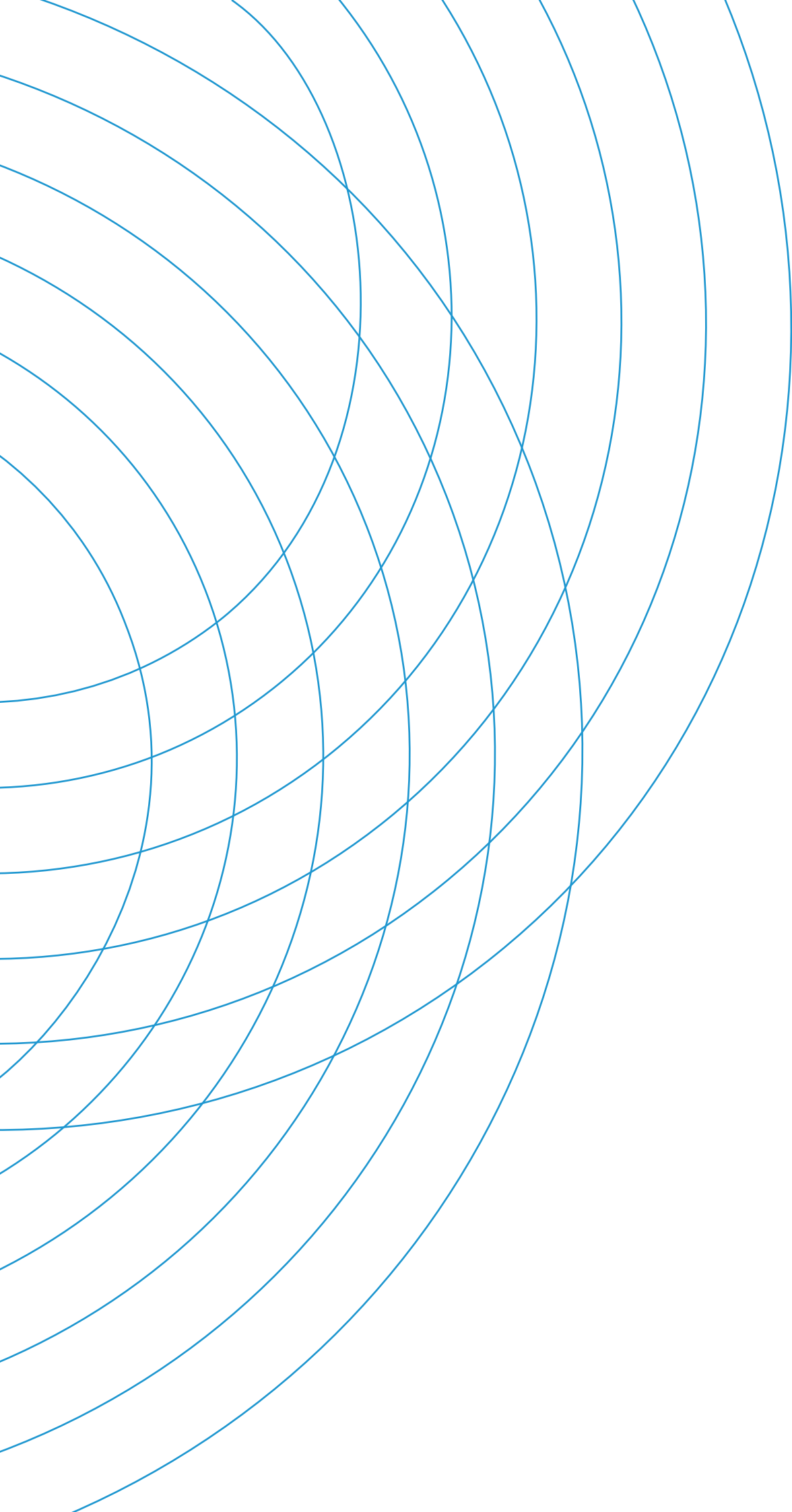
- le président Edgar Lungu doit veiller à ce que le processus des élections présidentielles soit le plus transparent et démocratique possible, et ce afin d'éviter toutes formes de violence ;
- dans le cadre du « fairplay » politique le président sortant devra veiller au bon déroulement de la campagne électorale ;
- la République de Zambie devrait diversifier ses partenaires économiques afin de limiter le risque d'emprise et de dépendance envers des puissances étrangères, tant sur le plan économique que social.

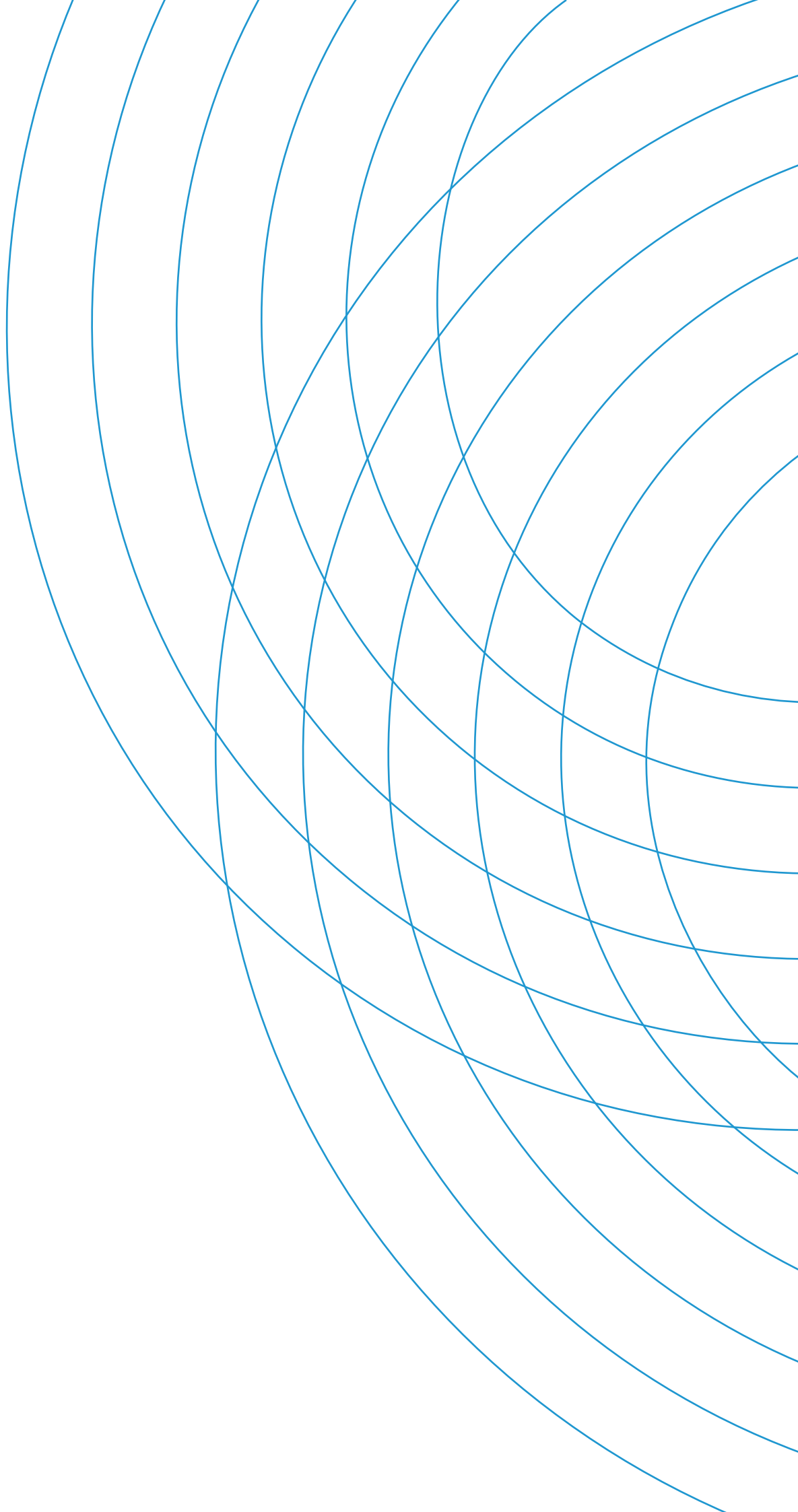
Sur le plan économique :

- Il est nécessaire de rendre plus attractif le pays afin de séduire un plus grand nombre d'investisseurs étrangers ;
- le marché du travail est opaque. En effet, le taux d'informalité est plus élevé dans les zones rurales (majoritaire dans le pays), 97% contre 77% en zones urbaines. La majorité des travailleurs est peu scolarisée. Ainsi, il est nécessaire de former des travailleurs aptes à s'adapter dans un secteur formel, et de veiller à former une jeunesse éduquée capable de créer, d'innover et de faire évoluer le pays.

Sur le plan climatique :

- Il est nécessaire pour la Zambie d'alerter la communauté internationale sur la situation en Afrique australe plus globalement et demander des fonds, à visée climatique, cette fois-ci ;
- il est, par ailleurs, d'autant plus nécessaire pour le gouvernement zambien d'investir dans l'innovation et la recherche afin de lutter contre la sécheresse.







Policy Center for the New South

Complexe Suncity, Immeuble C,
Angle Boulevard Addolb et rue Albortokal,
Hay Riad, Rabat - Maroc.

Email : contact@ocppc.ma
Phone : +212 5 37 27 08 08
Fax : +212 5 37 71 31 54
Website : www.policycenter.ma